

## **Effets de la Valeur Ajoutée Sectorielle sur la Pression Fiscale en Afrique de l'Ouest**

### **The effects of sectoral value added on tax pressure in West Africa**

**CISSE Ouassa**

Enseignant chercheur  
Institut Universitaire d'Abidjan (IUA) – Côte d'Ivoire

**TRAORE Abdoulaye**

Enseignant chercheur  
Institut Universitaire d'Abidjan (IUA) – Côte d'Ivoire

**Youssouf Ali BAMBA**

Enseignant chercheur  
Institut Universitaire d'Abidjan (IUA) – Côte d'Ivoire

**Date de soumission** : 14/06/2025

**Date d'acceptation** : 09/08/2025

**Pour citer cet article** :

CISSE. O. & al. (2025) « Effets de la Valeur Ajoutée Sectorielle sur la Pression Fiscale en Afrique de l'Ouest », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 8 » pp : 519- 543.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



## Résumé

L'objectif de ce papier est d'analyser de manière empirique l'effet de la valeur ajoutée sectorielle sur la pression fiscale. Ainsi sur des données couvrant la période 2000 à 2022 pour un échantillon de 13 pays d'Afrique de l'Ouest, à l'exception du Nigéria et du Libéria, exclus en raison de l'indisponibilité de certaines données sur la période analysée, l'étude analyse à l'aide du modèle autorégressif à retards échelonnés en panel (ARDL) l'effet différencié de la structure sectorielle de l'économie sur la pression fiscale dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Les résultats obtenus montrent qu'à long terme, le secteur qui contribue le plus à la pression fiscale est le secteur des services. Les secteurs de l'agriculture et de l'industrie n'ont pas d'effet significatif sur la pression fiscale. Ce qui est conforme à la littérature pour les pays en développement qui ont du mal à formaliser le secteur agricole et le fait qu'ils soient très peu industrialisés. A court terme, les trois secteurs ont plutôt des effets négatifs et bien significatifs, justifiant ainsi la baisse du niveau des recettes fiscales du fait des nombreuses exonérations, mais aussi des subventions pour aider les entreprises.

**Mots clés :** Valeur Ajoutée Sectorielle ; Pression Fiscale ; Exonérations ; PARDL ; PMG.

JEL: E62 H21 H25 C33

## Abstract

The objective of this paper is to empirically analyze the effect of sectoral value added on the tax burden. Using data covering the period 2000 to 2022 for a sample of 13 West African countries, with the exception of Nigeria and Liberia, which were excluded due to the unavailability of certain data for the period analyzed, the study uses the panel autoregressive distributed lag (ARDL) model to analyze the differentiated effect of the sectoral structure of the economy on the tax burden in West African countries. The results show that, in the long term, the sector that contributes most to the tax burden is the service sector. The agriculture and industry sectors have no significant effect on the tax burden. This is consistent with the literature on developing countries that struggle to formalize the agricultural sector and are highly underindustrialized. In the short term, the three sectors have rather negative and significant effects, thus justifying the decline in tax revenues due to numerous exemptions, but also subsidies to help businesses.

**Key words:** Sectoral Value Added; Tax Burden; Exemptions; PARDL; PMG.

JEL : E62 H21 H25 C33

## Introduction

La fiscalité est l'instrument privilégié de l'État pour redistribuer les richesses, combler l'écart entre les riches et les pauvres mais aussi un moyen essentiel pour rétablir l'équilibre dans une économie de marché compte tenu de l'asymétrie de l'information. En effet, l'Etat se doit de réaliser des investissements afin de permettre au secteur privé de bénéficier de ces services. Un système fiscal optimal garantit les conditions nécessaires à la justice sociale. L'établissement d'un tel système dépend de nombreux facteurs, dont la taille du pays, le niveau de développement et d'autres facteurs institutionnels (Echaoui & Aftati, 2021).

A l'instar des pays développés, les dépenses des Etats vont très croissant avec le développement de l'activité économique tel que stipulé par Wagner (1883). Ce qui nécessite une efficacité de l'administration fiscale. Toutefois, les économies en développement restent encore tributaires des aides extérieures et des dettes afin de couvrir les dépenses ou les déficits budgétaires. Cela s'explique par le faible taux de pression fiscale dans ces pays, particulièrement ceux de la CEDEAO. En effet, la moyenne de la pression fiscale de ces derniers oscille entre 10 et 15 % (Données de la WDI ; 2024) pour la majorité bien que la norme communautaire soit de 20% (Ndoye, 2024). Cette situation limite la capacité des gouvernements à financer des services publics de base et à investir dans des infrastructures nécessaires au développement économique et social.

Selon les données de la Banque Mondiale (WDI ; 2024), les moyennes des pressions fiscales des différents pays de la CEDEAO, ces cinq dernières années, c'est-à-dire de 2018 à 2022, s'établissent comme suit : Bénin (10,92%), Burkina Faso (15,00%), Côte d'Ivoire (12,47%), Cabo Verde (19,69%), Ghana (12,73%), Guinée (12,26%), Gambie (10,34%), Guinée Bissau (8,97%), Libéria (12,40%), Mali (13,87%), Niger (9,88%), Nigéria 7,73%, Sénégal (17,03%), Sierra Léone (11,80%) et Togo (13,42%). Au vu de ces statistiques, seuls le Cabo Verde tend vers cette norme. Quant à la Côte d'Ivoire, malgré sa forte croissance peine à atteindre les 15% de sa pression fiscale. Ce qui suscite des interrogations quant à la capacité contributive des secteurs de l'économie à la pression fiscale.

Certains chercheurs se sont intéressé au lien entre la politique fiscale et les secteurs de l'économie, en l'occurrence Ajmair et al. (2022) qui ont analysé l'impact de la politique fiscale sur la croissance sectorielle au Pakistan. Ils n'ont pas trouvé de lien significatif entre lesdites politiques et le secteur agricole. Tout comme eux, Afolayan & Okoli (2015) ont analysé la contribution de la taxe sur la valeur ajoutée dans la croissance économique pendant que Ogneru (2019) a analysé le lien entre la valeur ajoutée brute et les recettes fiscales. Epaphra & Kaaya

(2020), en analysant les effets de la croissance sectorielle et des dépenses publiques sur la performance des recettes fiscales de la Tanzanie, ont trouvé qu'il existe une forte relation positive entre les recettes fiscales et les principaux secteurs de l'économie, à savoir l'agriculture, l'industrie et les services. Mapunda et al. (2023) se sont focalisé sur l'influence de l'expansion du secteur des services sur les recettes fiscales et sont arrivé à la conclusion que la croissance de ce secteur a une influence positive sur les recettes fiscales.

Ces travaux globalement n'ont pas mis en exergue le ou les secteurs qui contribuent le plus à la pression fiscale. Ainsi, quels sont les effets de la valeur ajoutée sectorielle sur la pression fiscale ? Et quels sont les secteurs les plus performants en termes de contribution aux recettes fiscales ?

Ce travail a pour objectifs de déterminer les effets de la valeur ajoutée sectorielle ainsi que leurs contributions sur la pression fiscale. De ces objectifs résulte les hypothèses suivantes :

**H1** : une augmentation de la valeur ajoutée sectorielle a un effet positif sur la pression fiscale.

**H2** : la valeur ajoutée des services a une contribution plus élevée sur la pression fiscale.

L'atteinte de ces objectifs permet d'enrichir la littérature en ce sens qu'elle identifie clairement les secteurs qui contribuent le plus aux recettes. Elle permet également aux décideurs d'identifier les secteurs de l'économie où ils peuvent faire des efforts pour améliorer la pression fiscale. Pour mener à bien cette étude, elle sera structurée en ces points : une revue de littérature, une méthodologie, les résultats et interprétations, une conclusion dans laquelle nous formulons nos recommandations.

## **1. Revue de littérature**

### **1.1.Revue théorique**

La preuve que les facteurs structurels qui peuvent permettre une bonne collecte de recettes fiscales dans les Etats de l'Afrique de l'Ouest n'est plus à démontrer, puisque selon Tanzi (1992) cité par Ouattara et al. (2012), une meilleure mobilisation des recettes fiscales est la résultante d'une bonne maîtrise des facteurs structurels qui conditionnent les acteurs. Ainsi, si l'environnement macroéconomique, social et institutionnel échappe aux décideurs de politiques économiques, le pays affichera une faible capacité de mobilisation des ressources internes.

La performance économique des différents secteurs de l'économie est caractérisée par la valeur ajoutée de ceux-ci. Cette contribution nette de ces secteurs (Agriculture, Industrie et Services) sert de base à la mesure du PIB et est le facteur de création de la richesse nationale. La structure sectorielle de la valeur ajoutée caractérise la transformation économique des pays, influençant ainsi la croissance, l'emploi et la fiscalité. Selon la théorie du développement structurel

entreprise par Lewis (1954) et Kuznets (1973), les économies passent progressivement d'une domination du secteur agricole à des secteurs à plus forte productivité comme l'industrie et les services. Etant donné que ces derniers secteurs sont plus formalisés, cette transformation structurelle donne la possibilité à l'économie de modifier sa base fiscale et ses capacités de mobilisation des ressources internes.

Par ailleurs, la pression fiscale étant mesurée par le ratio des recettes fiscales sur le PIB, elle est un indicateur clé de l'effort fiscal consenti par un pays pour financer ses dépenses publiques. En effet, les recettes fiscales constituent le moyen de financement de dépenses d'un Etat. Ainsi, la littérature définit ses déterminants comme le niveau de développement de l'économie, la structure sectorielle, le niveau de l'informalité de l'économie, la qualité des institutions fiscales, la gouvernance et l'ouverture commerciale (Tanzi & Zee, 2000 ; Ghura, 1998). De ce fait, un secteur industriel ou de services formel contribue généralement plus à la fiscalité qu'un secteur agricole dominé par des petites exploitations informelles. Un pays, ayant donc une structure productive manufacturière ou de services plus développée, a une capacité de prélèvement plus élastique due à une large base imposable.

Bird & Zolt (2008) estiment que lorsqu'une économie connaît une transition structurelle en faveur des secteurs industriel et des services au détriment de l'agriculture qui est souvent très informelle, cela est souvent associée à une augmentation de la pression fiscale. En effet, le secteur agricole est souvent caractérisé par une faible productivité, une forte informalité et une fiscalité difficile à appliquer. Compte tenu de la domination des économies des pays de l'Afrique de l'Ouest par le secteur agricole, cela pourrait justifier le niveau bas des recettes fiscales de ces pays. Or, il faut savoir les impôts sur les sociétés et les TVA constituent de sources importantes de collecte des recettes fiscales lorsque le secteur industriel et les services sont fortement formalisés.

La formalisation est une étape de la transition structurelle sectorielle. Chenery & Syrquin (1975) mettent en lumière le rôle capital de cette transition à travers la théorie de la mobilisation des ressources dans le développement économique. Sachant que la transformation structurelle élargit la base fiscale, pour eux, les pays développés ont mis l'accent sur l'exportation des produits manufacturiers et les services afin d'atteindre cet objectif.

La fiscalité joue un rôle important dans la compétitivité du secteur agricole, ce qui lui vaut un intérêt particulier des chercheurs, puisque la politique relative à ce secteur a des effets sur la valeur ajoutée agricole (Pinon, 1981). Pour autant, l'informalité grandissant de ce secteur ne lui permet pas de contribuer assez à l'effort fiscal (Diagne et al., 2019; Djadé, 2011). Alors qu'une

distorsion s'impose dans ce secteur où les entrepreneurs paient de la TVA pour leurs achats sans pouvoir la récupérer, faute de taxation du secteur (Diouf, 2020). En effet, les agents économiques qui travaillent dans l'informel et qui n'ont pas suffisamment de formation ont tendance à penser que la TVA provient de leur bénéfice alors que pour des entrepreneurs assez formés le prix du bien comprend toutes les charges annexes à son activité.

### **1.2.Revue empirique**

Au plan empirique, YAO (2023) dans un panel sur l'UEMOA examine le potentiel et l'effort fiscal à partir du modèle à frontières stochastiques de Kumbhakar et al. (2014). Ses résultats ont montré que la valeur ajoutée de l'agriculture (agri) est négativement et significativement liée au ratio des taxes totales rapportées au PIB. En revanche, cet effet est non significatif de manière spécifique, pour les taxes sur les biens et services. Pour lui, dans la plupart des pays en développement, l'activité agricole sert encore à des fins de subsistance et par conséquent, ne génère pas d'importants excédents imposables. Ce qui fait que ce secteur demeure dans la plupart des Etats non fiscalisé, limitant ainsi la mobilisation des recettes fiscales. Comme lui, plusieurs travaux antérieurs ont notamment abouti à un effet négatif du secteur agricole sur la dynamique des recettes fiscales dans les pays en développement (Stotsky & WoldeMariam, 1997 ; Leothold, 1991 ; Sen Gupta, 2007).

Les travaux de Trinnou (2021) montrent d'une part que le secteur primaire, en l'occurrence l'agriculture ne contribue pas à l'effort fiscal, puisque l'effet de ce secteur sur la pression fiscale est plutôt négatif et significatif. D'autre part, le secteur secondaire et le secteur tertiaire représentés respectivement par l'industrie et les services ont bien des effets positifs et significatifs. Ce qui dénote de leur contribution à l'effort fiscal. Ce travail, à travers un modèle de frontière stochastique inspiré des travaux de Kumbhakar et al. (2014), a analysé les facteurs explicatifs de l'effort fiscal et du potentiel fiscal dans les pays de l'UEMOA.

Ajmair et al. (2022) ont plutôt analysé l'influence de la politique fiscale sur la croissance sectorielle au Pakistan avec un modèle ARDL. Leurs conclusions ont révélé d'une part que les variables de politique fiscale affectent positivement et non significativement le secteur agricole, à l'exception du service de la dette totale qui l'impact positivement et significativement. Plusieurs variables telles que le PIB par habitant, l'inflation et le service de la dette totale ont un effet positif et significatif sur le secteur industriel, mais ledit secteur est plutôt affecté par la balance extérieure des biens et services et par les dépenses nationales brutes d'une manière négative et significative. Quant au secteur des services, il subit un effet négatif et significatif

des variables explicatives, à l'exception du service de la dette totale qui a une relation positive et significative.

Outre l'existence d'une corrélation entre ces deux facteurs, d'autres chercheurs vont plus loin en démontrant l'existence d'une relation causale. Parmi eux, Ogneru (2019), à l'aide de régressions multiples, analyse la relation entre les recettes fiscales et la valeur ajoutée brute dans l'économie roumaine. Quant à Yoke & Chan (2018), ils montrent que la TVA est négativement liée aux performances de l'industrie manufacturière via une étude intitulée « analyse de la taxation de la valeur ajoutée sur les performances de l'industrie manufacturière dans l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) ». Selon eux, les entreprises manufacturières sont plus performantes dans les pays avec TVA, tandis que l'intensité des exportations est meilleure dans les pays sans TVA.

Dans le même élan, Morrissey et al. (2016), en utilisant simultanément les MCO regroupés, les effets fixes (FE) et les effets fixes avec une tendance temporelle quadratique spécifique au pays (FEIS), obtiennent une relation négative entre les exportations de produits manufacturés et les recettes dans les pays à faible revenu.

Par ailleurs, certaines études montrent que les petites entreprises produisant plus de valeur ajoutée sont susceptibles d'échapper aux prélèvements fiscaux (Best et al., 2021). Or, l'idéal aurait été que la TVA soit un moyen de collecter des recettes (Brockmeyer et al., 2024). Malheureusement, les systèmes de TVA actuels ne répondent pas à cet idéal, surtout dans les économies à faible revenu, puisque les recettes sont fortement concentrées sur quelques grandes entreprises. Cependant, la pression fiscale est assez impactée par les nombreuses exonérations et les taux réduits avec la non-déclaration de la TVA en amont par les petites entreprises.

Le niveau de la pression fiscale étant très faible dans nos Etats par rapport à l'objectif d'intégration, l'analyse du potentiel fiscal devient si importante que les travaux de Lotz & Morss (1967) sont toujours d'actualité quand ils ont évalué l'effort fiscal dans les pays en développement. Ils ont utilisé l'approche par la différence entre le coefficient fiscal évalué et la régression du coefficient impôts/PNB de chaque pays sur le revenu par habitant, le degré d'ouverture de l'économie et le coefficient effectif de chaque pays pour classer ceux-ci suivant leur effort fiscal.

La valeur ajoutée est si essentielle pour la croissance d'un secteur qu'elle est l'élément de mesure de la performance de celui-ci. En outre, sa contribution aux recettes fiscales est pertinente pour les dépenses publiques, ce qui amène Epaphra & Kaaya (2020) à analyser l'effet de la croissance sectorielle et les dépenses publiques sur les recettes fiscales en Tanzanie. Leur

étude stipule qu'il existe une forte relation positive entre les recettes fiscales et les principaux secteurs de l'économie (agriculture, industrie et services) à court et long terme. Egalement, les variables dépenses publiques récurrentes et développement, l'ouverture commerciale tendent à exercer des effets positifs sur la performance des recettes fiscales à court et long terme. A contrario, le libre-échange, pour ce pays, est susceptible de réduire le ratio des recettes fiscales. Ils ont utilisé une approche ARDL sur la période 1990-2018.

De même, Mapunda et al. (2023) ont analysé l'influence de la croissance du secteur des services sur les recettes fiscales en Tanzanie, à partir d'un test des bornes dans un ARDL sur la période 1970-2018. Ils ont conclu que la croissance du secteur des services a une influence positive sur les recettes fiscales. Si le secteur des services gouvernementaux et le secteur des services commerciaux ont une influence positive et significative, ce n'est pas le cas pour le secteur des services aux entreprises, le secteur des services de transport et le secteur des services aux particuliers qui affichent des résultats non significatifs. Ce qui les amène à suggérer la possibilité d'améliorer la politique fiscale en ciblant les sous-secteurs de services spécifiques où un effort est encore nécessaire.

Au crépuscule de ces travaux, nous retenons qu'il n'y a pas d'accord sur la contribution de la croissance de tous les secteurs de l'économie à la collecte des recettes fiscales, surtout dans le cadre du secteur agricole. Pour le secteur de l'industrie et des services, celle-ci est due à la formalisation plus accrue de ces secteurs.

## **2. Méthodologie**

### **2.1. Description des variables du modèle**

Dans le cadre de cette étude, nous utilisons des données couvrant la période 2000 à 2022 pour un échantillon de 13 pays d'Afrique de l'Ouest, à l'exception du Nigéria et du Libéria, exclus en raison de l'indisponibilité de certaines données sur la période analysée. L'ensemble des données utilisées, à l'exception de la pression fiscale, a été extrait de la base de données « World Development Indicators (WDI) » de la Banque mondiale. Les données relatives à la pression fiscale ont été obtenues à partir des statistiques disponibles sur le site du Fonds monétaire international (FMI), notamment via la base « Government Finance Statistics (GFS) ».

**Tableau 1. Description des variables utilisées**

Variable	Description	Unité / mesure	Source
<b>PF</b>	Recettes fiscales totales rapportées au PIB, incluant impôts directs, indirects et droits de douane	% du PIB	FMI – GFS (2023)
<b>AVA</b>	Valeur ajoutée du secteur agricole (agriculture, sylviculture, pêche)	% du PIB (valeurs constantes)	Banque mondiale (WDI)
<b>IVA</b>	Valeur ajoutée du secteur industriel (manufactures, industries extractives, construction)	% du PIB (valeurs constantes)	Banque mondiale (WDI)
<b>SVA</b>	Valeur ajoutée du secteur des services (commerce, transport, télécommunications, etc.)	% du PIB (valeurs constantes)	Banque mondiale (WDI)
<b>log_TCtete</b>	Logarithme du PIB réel par habitant	Log (US\$ constants 2015)	Banque mondiale (WDI)
<b>OuvCom</b>	Degré d'ouverture commerciale ((exportations + importations) / PIB)	% du PIB	Banque mondiale (WDI)
<b>INF</b>	Taux d'inflation (variation annuelle de l'indice des prix à la consommation)	% annuel	Banque mondiale (WDI)
<b>FBCF</b>	Formation brute de capital fixe (niveau d'investissement intérieur brut)	% du PIB	Banque mondiale (WDI)

Remarques méthodologiques :

- Toutes les variables exprimées en pourcentage du PIB ont été standardisées pour assurer la comparabilité inter-pays.
- La transformation logarithmique du PIB par habitant permet de corriger l'asymétrie de distribution des revenus et d'interpréter les coefficients en termes de variations relatives.

**Tableau 2. Statistiques descriptives**

Variables	Obs	Moyenne	Std,dev	Min	Max
<i>Pression fiscale (PF)</i>	299	11,455	3,298	3,668	22,132
<i>Valeur ajoutée agricole (AVA)</i>	299	26,016	12,158	4,437	60,61
<i>Valeur ajoutée industrielle (IVA)</i>	299	19,76	6,224	4,429	34,275
<i>Valeur ajoutée des services (SVA)</i>	299	44,852	10,265	12,49	72,589
<i>PIB par habitant</i>	299	6,814	0,522	5,974	8,323
<i>Inflation (INF)</i>	299	5,479	7,139	-3,503	41,509
<i>Formation brute de capital fixe (FBCF)</i>	299	20,796	7,86	1,097	52,418
<i>Ouverture Commerciale (OuvCom)</i>	299	59,84	18,531	30,368	117,817

Source : A partir des Calculs des auteurs à l'aide de STATA.

Le tableau 2 présente les statistiques descriptives des variables incluses dans le modèle visant à analyser les déterminants structurels de la pression fiscale (PF), considérée ici comme variable dépendante. L'échantillon comprend 299 observations couvrant plusieurs contextes nationaux et temporels.

La pression fiscale moyenne s'élève à 11,46 % du PIB, avec une variation allant de 3,67 % à 22,13 % (écart-type : 3,30). Cette amplitude reflète la diversité des capacités de mobilisation fiscale dans les économies étudiées, possiblement influencée par la structure productive, les politiques fiscales et le niveau d'informalité économique.

Les trois variables d'intérêt : la valeur ajoutée agricole (AVA), industrielle (IVA) et des services (SVA) — révèlent des profils sectoriels distincts. En moyenne, le secteur des services domine les économies de l'échantillon, représentant 44,85 % du PIB (écart-type : 10,27 ; min : 12,49 ; max : 72,59). Ce poids relativement élevé et dispersé souligne l'importance croissante des activités tertiaires dans la structuration de l'économie formelle, potentiellement favorable à une meilleure assiette fiscale.

Le secteur agricole, avec une moyenne de 26,02 % (écart-type : 12,16), présente une forte hétérogénéité entre les pays, traduisant des niveaux variés de développement rural et d'inclusion du secteur primaire dans l'économie formelle. Cette variabilité pourrait jouer un rôle déterminant dans les capacités de collecte fiscale, notamment dans les contextes où l'agriculture échappe aux circuits fiscaux traditionnels.

La valeur ajoutée industrielle (IVA), en moyenne 19,76 %, apparaît relativement plus stable (écart-type : 6,22), ce qui peut refléter une certaine homogénéité dans les structures manufacturières ou extractives, souvent plus intégrées dans le système fiscal.

Les variables de contrôle permettent de situer les contextes macroéconomiques et structurels. Le PIB par habitant, centré autour de 6,81 milliers de dollars, varie peu (écart-type : 0,52), ce qui suggère une relative homogénéité en termes de niveau de développement économique. En revanche, l'inflation présente une variabilité considérable (moyenne : 5,48 %, écart-type : 7,14), traduisant des épisodes de stabilité et d'instabilité macroéconomique, susceptibles d'affecter la performance de la collecte fiscale.

L'investissement brut (FBCF) s'élève en moyenne à 20,80 % du PIB (écart-type : 7,86), alors que le degré d'ouverture commerciale (OC), indicateur du degré d'intégration à l'économie mondiale — affiche une moyenne élevée de 59,84 %, mais avec une dispersion notable (écart-type : 18,53). Ces deux variables contrôlent les effets structurels sur la capacité de mobilisation des recettes fiscales.

En somme, ces statistiques descriptives révèlent une grande hétérogénéité dans la composition sectorielle des économies et les contextes macroéconomiques, ce qui justifie pleinement l'intérêt d'un modèle explicatif prenant en compte ces dimensions pour mieux comprendre les facteurs associés à la pression fiscale.

**Tableau 3. Analyse matricielle des corrélations par paires**

Variabes	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
(1) <i>Pression fiscale (FP)</i>	1							
(2) <i>Valeur ajoutée agricole (VAN)</i>	-0,563	1						
(3) <i>Valeur ajoutée industrielle (VFA)</i>	0,18	-0,449	1					
(4) <i>Valeur ajoutée des services (VAF)</i>	0,536	-0,664	-0,091	1				
(5) <i>PIB par habitant</i>	0,643	-0,516	-0,057	0,522	1			
(6) <i>Inflation (INF)</i>	-0,236	0,132	0,143	-0,336	0,031	1		
(7) <i>Formation brute de capital fixe (FBCF)</i>	0,559	-0,367	0,11	0,459	0,113	-0,16	1	
(8) <i>Ouverture Commerciale (CO)</i>	0,545	-0,31	0,204	0,289	0,132	0,224	0,45	1

Source : A partir des Calculs des auteurs à l'aide de STATA.

Le tableau 3 présente les corrélations linéaires de Pearson entre la charge fiscale (la variable dépendante) et un ensemble de variables explicatives relatives aux secteurs, à la macroéconomie et à la structure. L'objectif est de détecter les associations potentielles entre les variables et d'identifier les risques de multicollinéarité entre les régresseurs du modèle.

Corrélations avec la pression fiscale (PF) :

- Produit intérieur brut par habitant (PIB par habitant) : la corrélation avec la charge fiscale est fortement positive ( $r = 0,643$ ). Cela indique qu'un niveau de vie plus élevé est généralement associé à une plus grande capacité de perception des impôts. Ce résultat est à prévoir, étant donné que les pays à revenu élevé ont tendance à avoir une assiette fiscale plus large, de meilleurs systèmes de gestion fiscale et une plus grande acceptation sociale de la fiscalité.

Valeur ajoutée des services (SVA) : La corrélation est également positive ( $r = 0,536$ ). Cela suggère que les pays ayant un secteur tertiaire plus développé ont tendance à avoir une charge fiscale plus élevée, probablement en raison des services formels tels que la banque, les télécommunications et l'assurance qui contribuent aux recettes fiscales.

Formation brute de capital fixe (FBCF) : Une corrélation positive ( $r = 0,559$ ) a été observée entre les niveaux d'investissement intérieur et la charge fiscale. Cela peut indiquer un environnement d'affaires favorable où l'investissement et la mobilisation fiscale augmentent simultanément.

Ouverture du commerce (OuvCom) : La corrélation est modérément positive ( $r = 0,545$ ). Cela peut s'expliquer par le fait que le commerce extérieur génère souvent des recettes fiscales indirectes sous la forme de droits de douane et de TVA à l'importation dans les pays en développement.

Valeur ajoutée industrielle (IVA) : Une corrélation faible mais positive ( $r = 0,180$ ) a été observée. Cela peut refléter une base industrielle marginale dans la structure fiscale qui pourrait être plus importante à long terme.

Inflation (INF) : Il existe une corrélation légèrement négative ( $r = -0,236$ ) avec la pression fiscale, ce qui suggère qu'une inflation plus élevée pourrait, réduire la capacité budgétaire, affaiblir l'observation fiscale ou entraîner des retards de paiement.

Valeur ajoutée agricole (AVA) : La corrélation est négative et relativement forte ( $r = -0,563$ ). Cela est dû au fait que le secteur agricole est majoritairement informel et mal structuré, et souvent exonéré, ce qui limite son potentiel de contribution fiscale directe.

## 2.2. Modèle économétrique

En s'inspirant des travaux de Saliga & Alinsato (2022), cette étude mobilise un modèle autorégressif à retards échelonnés en panel (ARDL) pour analyser l'effet différencié de la structure sectorielle de l'économie sur la pression fiscale dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Ce choix s'appuie sur les avantages techniques du modèle ARDL, en particulier sa capacité à intégrer des variables d'ordres d'intégration différents ( $I(0)$  et  $I(1)$ ), tout en fournissant une estimation simultanée des dynamiques de court et de long terme.

Contrairement aux modèles classiques en panel à effets fixes ou aléatoires, le modèle ARDL autorise une spécification plus souple, adaptée aux données macroéconomiques non stationnaires en niveau, et permet d'appréhender les relations structurelles entre les variables économiques tout en tenant compte des ajustements spécifiques à chaque pays. Il est particulièrement pertinent pour des pays aux structures économiques proches, mais présentant des hétérogénéités de trajectoire, comme c'est le cas des 13 pays ouest-africains de notre échantillon.

## 2.3. Spécification du modèle ARDL en panel

La forme réduite du modèle ARDL de base s'écrit comme suit :

$$PF_{it} = \alpha_i + \delta_i PF_{i,t-1} + \beta_i X_{i,t-1} + \mu_i + \varepsilon_{it}$$

où :

- $PF_{it}$  représente la pression fiscale (recettes fiscales en pourcentage du PIB) dans le pays  $i$  à la période  $t$ ,

- $X_{i,t-1}$  est un vecteur de variables explicatives retardées d'une période, comprenant :
  - la valeur ajoutée agricole (AVA)
  - la valeur ajoutée industrielle (IVA)
  - la valeur ajoutée des services (SVA)
  - le logarithme du PIB réel par tête (log\_TCtete)
  - le degré d'ouverture commerciale (OuvCom)
  - le taux d'inflation (INF)
  - la formation brute de capital fixe (FBCF),
- $\alpha_i, \delta_i, \beta_i$  les paramètres du modèle,
- $\varepsilon_{it}$  désigne l'erreur aléatoire.
- $\mu_i$  l'effet pays individuel

Lorsque l'hypothèse de cointégration est vérifiée, le modèle peut être reformulé sous une forme à correction d'erreur (ECM) :

$$\Delta PF_{it} = \phi_i (PF_{i,t-1} - \theta_i X_{i,t-1}) + \sum_{j=1}^p \gamma_{ij} \Delta PF_{i,t-j} + \sum_{j=1}^q \lambda_{ij} \Delta X_{i,t-j} + \mu_i + \varepsilon_{it}$$

Dans cette spécification :

- $\phi_i$  est le coefficient d'ajustement à l'équilibre (error correction term), attendu négatif et significatif s'il existe une relation stable de long terme,
- $\theta_i$  est le vecteur des coefficients de long terme,
- $\gamma_{ij}$  et  $\lambda_{ij}$  mesurent respectivement les dynamiques de court terme de la variable dépendante et des variables explicatives.

#### 2.4.Méthode d'estimation : PMG (Pooled Mean Group)

Le modèle est estimé via la méthode PMG proposée par Pesaran, Shin et Smith (1999), qui impose une homogénéité des coefficients de long terme entre les pays (ce qui est cohérent avec l'hypothèse d'un socle fiscal régional commun), tout en permettant une hétérogénéité des dynamiques de court terme, des vitesses d'ajustement ( $\phi_i$ ) et des effets fixes ( $\alpha_i$ ).

Le PMG constitue un compromis robuste entre :

- l'estimateur MG (*Mean Group*), totalement hétérogène mais peu efficient en petits échantillons ;
- et l'estimateur DFE (*Dynamic Fixed Effects*), trop contraignant en imposant l'homogénéité complète.

Cette méthode est d'autant plus appropriée que les pays de l'Afrique de l'Ouest, bien que partageant des caractéristiques macro-institutionnelles communes (zones monétaires, unions douanières, trajectoires de développement), présentent des réponses différenciées à court terme aux chocs sectoriels.

### 2.5. Justification théorique

Sur le plan théorique, la mobilisation fiscale dépend de la structure productive, du degré de formalisation des secteurs, et de la capacité administrative de l'État à capter les revenus issus de l'activité économique. Le modèle ARDL permet de tester empiriquement ces liens, à la fois:

- Dans la durée, via les coefficients de long terme ;
- Et en dynamique, à travers les effets différenciés de court terme.

## 3. Résultats et interprétations

### 3.1. Tests économétriques préliminaires

Avant l'estimation, des tests de stationnarité ont été réalisés (Pésaran, 2003 (CADF : Cross-Sectionally Augmented Dickey-Fuller test) et Pésaran, 2007 (CIPS : Cross-Sectionally Augmented Im, Pesaran and Shin test)) pour vérifier l'ordre d'intégration des variables, conformément aux recommandations pour les panels avec dépendance croisée. La cointégration a ensuite été testée à l'aide du test de Pedroni et Kao, confirmant l'existence de relations stables de long terme entre la pression fiscale et ses déterminants.

**Tableau 4 : Résultat du test de multi-colinéarité**

	<b>Pression Fiscale</b>
<b>Mean VIF</b>	2,54

Source : Calculs des auteurs à l'aide de STATA

Le tableau 4 présente les résultats du test de multi-colinéarité à travers la valeur moyenne du facteur d'inflation de la variance (VIF) pour la variable « Pression fiscale ». Le VIF moyen obtenu est de **2,54**, une valeur largement inférieure au seuil critique généralement admis de 10 (Gujarati & Porter, 2009). Cette valeur indique une absence de multi-colinéarité préoccupante entre la Pression fiscale et les autres variables du modèle.

**Tableau 5 : Résultat du test de Poolabilité de Hsiao**

Dans le but de savoir que les individus qui composent l'échantillon présentent (ou non) des spécificités individuelles susceptibles d'induire des comportements différents concernant la relation étudiée, nous avons réalisé le test de poolabilité de Hsiao.

Test	Statistique F	p-value	Interprétation
<b>F1 : Régressions individuelles vs modèle poolé</b>	18,256892	7,160e-62	Rejet de $H_0$ : non-poolabilité globale
<b>F2 : Régressions individuelles vs effets fixes</b>	4,7481001	1,837e-19	Rejet de $H_0$ : coefficients hétérogènes
<b>F3 : Modèle poolé vs modèle à effets fixes</b>	53,004718	8,844e-65	Rejet de $H_0$ : effets fixes préférables

Source : Calculs des auteurs à l'aide de STATA

Ce tableau présente les résultats des trois statistiques F issues du test de Hsiao. Les p-values indiquent que l'hypothèse de poolabilité est rejetée à tous les niveaux.

Les statistiques F obtenues (F1, F2, F3) ont toutes indiqué des p-values significatives ( $< 0,05$ ), justifiant l'abandon du modèle poolé au profit d'un modèle qui prend en compte l'hétérogénéité individuelle au sein du panel.

**Tableau 6. Résultats du test de la racine unitaire**

Variables	CADF (Pesaran, 2003)		CIPS (Pesaran, 2007)		Ordre d'intégration
	I (0)	I (1)	I (0)	I (1)	
<i>Pression fiscale (PF)</i>	-2,896***		-2,549***		I (0)
<i>Valeur ajoutée agricole (AVA)</i>	0,474	-11,111***	-1,643	-4,759***	I (1)
<i>Valeur ajoutée industrielle (IVA)</i>	-0,279	-10,783***	-1,845	-4,671***	I (1)
<i>Valeur ajoutée des services (SVA)</i>	-3,641***		-2,750***		I (0)
<i>PIB par habitant (log_TCtete)</i>	-0,227	-8,089***	-1,831	-3,946***	I(1)
<i>Inflation (INF)</i>	-5,329***		-3,204***		I(0)
<i>Formation brute de capital fixe (FBCF)</i>	0,595	-9,657***	-1,610	-4,368***	I(1)
<i>Ouverture Commerciale (OuvCom)</i>	-0,763	-9,599***	-1,975	-4,352***	I(1)

Note : (\*), (\*\*) et (\*\*\*) représentent les seuils de significativité respectif de 10 %, 5 % et 1 %.

Source : Calculs des auteurs à l'aide de STATA

Avant d'effectuer des estimations économétriques, il est crucial de vérifier les propriétés de stationnarité des séries pour éviter les régressions fallacieuses. En raison de la forte interdépendance économique, monétaire et commerciale entre les pays d'Afrique de l'Ouest, l'hypothèse d'une interdépendance inter-unités est hautement probable. Par conséquent, cette étude utilise des tests de racine unitaire de deuxième génération : CADF (Cross-sectionally Augmented Dickey-Fuller) et CIPS (Cross-sectionally Im, Pesaran et Shin).

Les résultats de ces tests sont présentés dans le tableau 5 pour chaque variable à son niveau (I(0)) et en première différence (I(1)). L'hypothèse nulle postule l'existence d'une racine

unitaire (non-stationnarité) et le rejet de cette hypothèse au seuil de 1 % (indiqué par \*\*\*) conduit à la conclusion que la série est stationnaire.

➤ Trois variables émergent comme stationnaires au niveau (I(0)) selon les deux tests.

Il s'agit de la Pression fiscale (PF), de la valeur ajoutée des services (SVA) et de l'inflation (INF).

➤ Variables stationnaires à la première différence (I(1)).

Les cinq autres variables sont non stationnaires en niveau, mais deviennent stationnaires après la première différenciation. Il s'agit du PIB par habitant (Log\_TCtete), la Valeur ajoutée agricole (AVA), la Valeur ajoutée industrielle (IVA), la Formation brute de capital fixe (FBCF) et l'Ouverture Commerciale (OuvCom).

**Tableau 7 : test de dépendance de Breusch -Pagan**

<b>chi2(78) = 212,391***</b>
<b>Prob &gt; chi2 = 0,0000</b>

*Note : (\*), (\*\*) et (\*\*\*) représentent les seuils de significativité respectif de 10 %, 5 % et 1 %.*

Source : Calculs des auteurs à l'aide de STATA.

Le résultat du test de Breush-Pagan est significatif au seuil de 1 %. Par conséquent, l'hypothèse nulle peut être rejetée. On en conclut qu'il y a hétéroscédasticité des erreurs. Le test de cointégration est nécessaire pour examiner l'existence d'une relation de long terme entre les variables mobilisées.

**Tableau 8. Test de cointégration**

<b>Test de cointégration de Kao</b>		
	Statistique	P-value
<b>Modified Dickey-Fuller t</b>	-2,4562***	0,0070
<b>Dickey-Fuller t</b>	-2,8878***	0,0019
<b>Augmented Dickey-Fuller t</b>	-1,9144**	0,0278
<b>Unadjusted modified Dickey-Fuller t</b>	-4,9491***	0,0000
<b>Unadjusted Dickey-Fuller t</b>	-3.9205***	0,0000
<b>Test de cointégration de Pedroni</b>		
<b>Modified Philips-Perron t</b>	3,9144***	0,0001
<b>Philips-Perron t</b>	-2,6966***	0,0050
<b>Augmented Dickey-Fuller t</b>	-2,4541**	0,0455

*Note : (\*), (\*\*) et (\*\*\*) représentent les seuils de significativité respectif de 10 %, 5 % et 1 %.*

Source : Calculs des auteurs à l'aide de STATA

Pour déterminer s'il existe une relation d'équilibre à long terme entre la pression fiscale et ses variables explicatives, nous avons appliqué le test de cointégration de Kao et de Pedroni qui conviennent aux données hétérogènes en panel.

Ces résultats confirment l'existence d'une relation stable de long terme entre la pression fiscale et ses déterminants structurels et macroéconomiques. Toutes les variables évoluent de manière cointégrée, justifiant l'utilisation économétrique d'un modèle à correction d'erreur (Error Correction Model : ECM) pour saisir à la fois la dynamique de court terme et les équilibres de long terme.

**Tableau 9 : Résultat du test de Hausman pour le choix entre MG et PMG**

<b>Chi2(6) = (b-B)'[(V_b-V_B) ^ (-1)] (b-B) = 10,10</b>
<b>Prob &gt; chi2 = 0,1830</b>

*Note : (\*), (\*\*) et (\*\*\*) représentent les seuils de significativité respectif de 10 %, 5 % et 1 %.*

Source : Calculs des auteurs à l'aide de STATA.

Les résultats du test de Hausman montrent que l'estimateur PMG est plus adapté au modèle que l'estimateur MG car la probabilité du test est supérieure au seuil de 5 %. Les résultats du test confirment le choix d'utilisation de l'estimateur PMG.

**Tableau 10 : Résultats de l'estimation du modèle PMG**

	(1)		(2)
VARIABLES	PF		PF
	Court terme		Long terme
<b>Force de rappel</b>	-0,259*** (0,0941)		
<b>D.AVA</b>	-0,316*** (0,0984)	AVA	0,0290 (0,0901)
<b>D.IVA</b>	-0,235** (0,100)	IVA	0,153 (0,109)
<b>D.SVA</b>	-0,243** (0,113)	SVA	0,301*** (0,0858)
<b>D.LOG_TCTETE</b>	2,288 (2,573)	log_TCtete	10,11*** (1,488)
<b>D.INF</b>	0,00691 (0,0190)	INF	-0,0238 (0,0414)
<b>D.FBCF</b>	0,00748 (0,0229)	FBCF	0,0816** (0,0326)
<b>D.OUVCOM</b>	-0,00108 (0,00795)	OuvCom	0,0385* (0,0197)
<b>CONSTANT</b>	-20,15*** (7,525)		

*Note : (\*), (\*\*) et (\*\*\*) représentent les seuils de significativité respectif de 10 %, 5 % et 1 %*

Source : Calculs des auteurs à l'aide de STATA.

L'estimation par l'approche ARDL avec l'estimateur PMG permet de distinguer les effets de long terme et les dynamismes de court terme, tout en tenant compte de l'hétérogénéité des ajustements entre les pays d'Afrique de l'Ouest.

### *La force de rappelle (ECT)*

Le coefficient du terme ECT (-0,259 ;  $p = 0,006$ ) est négatif et statistiquement significatif, ce qui confirme l'existence d'une relation de cointégration entre la pression fiscale et ses déterminants. Ce coefficient indique qu'environ 25,9 % de l'écart à l'équilibre est corrigé chaque année, traduisant un ajustement modéré mais significatif vers l'équilibre de long terme.

### *Effets de court terme*

Les dynamiques de court terme sont décrites par les coefficients en D. (différences premières) :

AVA (D1.) : Le coefficient est négatif et hautement significatif (-0,316 ;  $p = 0,001$ ), indiquant qu'une hausse soudaine de la valeur ajoutée agricole entraîne une baisse temporaire de la pression fiscale, peut-être en raison de subventions ou d'exonérations ponctuelles.

IVA (D1.) : Effet négatif et significatif (-0,235 ;  $p = 0,019$ ), ce qui suggère que les chocs positifs dans le secteur industriel ne génèrent pas immédiatement de recettes fiscales, peut-être en raison de délais fiscaux ou de politiques incitatives.

SVA (D1.) : Effet également négatif et significatif (-0,243 ;  $p = 0,032$ ), ce qui contraste avec l'effet positif de long terme, et indique que les expansions rapides du secteur tertiaire ne se traduisent pas immédiatement par des hausses de recettes fiscales.

log\_TCtete (D1.) : Non significatif ( $p = 0,374$ ), indiquant que les variations annuelles du PIB par tête n'influencent pas la fiscalité à court terme.

INF, FBCF, OuvCom (D1.) : Tous non significatifs à court terme, suggérant que leurs effets fiscaux s'opèrent principalement à long terme, et qu'ils nécessitent des mécanismes d'accumulation ou de transmission différée.

Les résultats confirment que la pression fiscale dans les pays d'Afrique de l'Ouest est principalement déterminée par des dynamiques structurelles de long terme, en particulier le développement du secteur des services, le revenu par tête (PIB par tête), les investissements productifs (FBCF) et l'ouverture commerciale.

En revanche, les effets à court terme sont limités et parfois inverses, surtout pour les secteurs productifs (AVA, IVA, SVA), ce qui souligne les décalages entre l'activité économique et la capacité de mobilisation fiscale immédiate.

### *Effets de long terme*

AVA (valeur ajoutée agricole) : Le coefficient est positif mais non significatif (0,029 ;  $p = 0,747$ ), suggérant qu'à long terme, l'agriculture n'a pas d'effet structurant sur la pression fiscale. Cela s'explique par l'informalité dominante, les exonérations fréquentes et la faible rentabilité de ce secteur dans la région.

IVA (valeur ajoutée industrielle) : Le lien est positif mais non significatif (0,153 ;  $p = 0,159$ ), ce qui peut traduire un potentiel fiscal limité du secteur industriel, en raison de mesures d'incitation, de zones franches, ou d'un niveau de développement encore faible.

SVA (valeur ajoutée des services) : Le coefficient est positif et très significatif (0,301 ;  $p < 0,001$ ). Ce résultat montre que le développement du secteur tertiaire constitue un levier fiscal majeur dans la région, notamment à travers les services formels (banques, télécommunications, etc.).

log\_TCtete (PIB par tête) : L'effet est fortement positif et significatif (10,162 ;  $p < 0,001$ ), ce qui confirme que l'amélioration du niveau de vie accroît la capacité fiscale via une base imposable plus large et une meilleure gouvernance fiscale. Plus les individus disposent de revenus, plus la pression fiscale augmente du fait que ces économies ouest africaines sont encore dépendantes de la taxation directe dans les emplois formels

INF (inflation) : Le coefficient est négatif mais non significatif ( $p = 0,565$ ), indiquant que les variations des prix à long terme ne modifient pas significativement la pression fiscale, possiblement grâce aux politiques monétaires coordonnées et aux mécanismes d'ajustement budgétaire.

FBCF (formation brute de capital fixe) : Le coefficient est positif et significatif (0,082 ;  $p = 0,012$ ), suggérant qu'un environnement d'investissement dynamique contribue à améliorer les recettes fiscales via la croissance économique et l'élargissement de l'assiette fiscale.

OuvCom (ouverture commerciale) : Le lien est positif mais marginalement significatif (0,038 ;  $p = 0,051$ ), ce qui peut s'expliquer par le rôle important des taxes à l'import/export dans la fiscalité des pays ouest-africains.

### **3.2. Discussion des résultats à la lumière de la littérature existante**

Les résultats empiriques obtenus dans cette étude offrent une lecture nuancée des effets structurels de la valeur ajoutée sectorielle sur la pression fiscale dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Si certaines conclusions rejoignent les tendances identifiées dans d'autres contextes, d'autres mettent en lumière des dynamiques spécifiques à la région.

À long terme, la valeur ajoutée des services (SVA) apparaît comme le principal levier de mobilisation fiscale. Cette relation, à la fois significative et économiquement substantielle, souligne le rôle stratégique des services formels — notamment les secteurs financiers, des télécommunications ou encore administratif — dans l'élargissement de l'assiette fiscale. Des résultats similaires ont été mis en évidence par Garidzirai & Muzindutsi (2020) en Afrique du Sud, où l'expansion du secteur tertiaire s'est traduite par un renforcement notable de la résilience fiscale et économique. Le caractère plus structuré et traçable des services pourrait expliquer pourquoi ce secteur offre des opportunités accrues pour la fiscalité directe et indirecte. En revanche, ni la valeur ajoutée agricole (AVA) ni la valeur ajoutée industrielle (IVA) ne présentent d'effet significatif à long terme sur la pression fiscale. Cette absence d'effet renvoie à une réalité bien documentée dans les pays en développement, où la prédominance de l'informalité, les faibles marges de profit et les exonérations fiscales ciblées limitent la rentabilité fiscale de ces secteurs. À ce titre, Agbonrofo & Olusegun (2023) ont souligné que dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, les politiques fiscales industrielles tendent à être peu productives en raison d'un manque de couverture administrative et d'un recours fréquent aux incitations fiscales.

Le PIB par habitant ( $\log\_TCtete$ ) ressort comme un déterminant robuste de la pression fiscale : la relation est fortement positive et significative. Ce résultat suggère que la croissance du revenu moyen améliore non seulement la capacité contributive des citoyens, mais aussi la qualité de l'administration fiscale. Cette observation est en accord avec les travaux de Gupta et al. (2022), qui montrent que l'élasticité fiscale augmente avec le niveau de développement économique, notamment dans les pays ayant renforcé leurs institutions fiscales.

La formation brute de capital fixe (FBCF) est également un facteur positif et significatif, ce qui tend à indiquer qu'un environnement favorable à l'investissement, qu'il soit public ou privé, contribue indirectement à la génération de recettes fiscales. Ce lien a également été établi par (Aghion & Kharroubi, 2007; Ahamed, 2022) où les investissements en infrastructures et en capital productif renforcent la soutenabilité fiscale sur le long terme.

L'ouverture commerciale (OuvCom), quant à elle, affiche un effet positif mais marginalement significatif. Dans le contexte ouest-africain, ce résultat est plausible dans la mesure où une part importante des recettes fiscales est encore tirée des taxes aux frontières (droits de douane, TVA à l'importation), notamment dans les économies les moins fiscalement diversifiées.

À court terme, cependant, les résultats révèlent une dynamique inverse. Les variations de court terme des valeurs ajoutées agricole, industrielle et tertiaire ont des effets négatifs significatifs

sur la pression fiscale. Cela peut s'expliquer par des délais de collecte, des dispositifs temporaires d'exonération ou encore des effets d'ajustement entre cycles productifs et recouvrement fiscal. Omodero et al. (2023), dans leur étude sur la TVA en Afrique subsaharienne, ont également constaté que l'impact fiscal de certains prélèvements n'apparaît qu'avec un décalage temporel, les effets immédiats pouvant même être contre-productifs.

Enfin, les variables telles que l'inflation et l'ouverture commerciale ne présentent pas d'effet significatif à court terme, ce qui indique que leurs effets sur la pression fiscale sont principalement structurels et de long terme, conformément aux résultats de Gupta et al. (2022). Dans l'ensemble, ces résultats mettent en évidence la nécessité d'un recentrage des stratégies fiscales autour de transformations économiques profondes, notamment la formalisation du secteur tertiaire et l'accroissement de la productivité. Les chocs conjoncturels, en l'absence de réformes structurelles, semblent insuffisants pour générer des effets durables sur la mobilisation des ressources domestiques.

### **Conclusion et recommandations**

Cet article vise à analyser les effets des valeurs ajoutées sectorielles sur la pression fiscale des pays de l'Afrique de l'Ouest, à l'exception du Nigéria et du Libéria en raison du manque de plusieurs données pour ces pays. Tous les tests préliminaires ont été vérifiés justifiant l'utilisation d'un modèle Autorégressif à retards distribués en Panel (PARDL). Les résultats ont permis de voir qu'à long terme, le secteur qui contribue le plus à la pression fiscale est le secteur des services. Les secteurs de l'agriculture et de l'industrie n'ont pas d'effet significatif sur la pression fiscale. Ce qui est conforme à la littérature pour les pays en développement qui ont du mal à formaliser le secteur agricole et le fait qu'ils soient très peu industrialisés. A court terme, les trois secteurs ont plutôt des effets négatifs et bien significatifs, justifiant ainsi la baisse du niveau des recettes fiscales du fait des nombreuses exonérations, mais aussi les éventuelles subventions pour aider les entreprises.

Pour les variables macroéconomiques, le PIB par tête et la formation brute de capital fixe (FBCF) se révèlent être positifs et très significatifs. La robustesse du revenu par habitant dénote la dépendance des recettes fiscales à la fiscalité directe. En effet, les économies en développement, en espérant attirer assez d'investissements étrangers, accordent trop d'exonérations, souvent dans un environnement de concurrence fiscale. Ces exonérations ayant pour objectif d'élargir à long terme la base imposable, finissent par se constituer comme un handicap à la collecte. Très souvent certaines entreprises soit échappent à l'administration par des malices en contournant le système, soit des anciennes, voulant bénéficier des mêmes

avantages, les sollicitent-elles aussi. En outre, lorsque les nouvelles entreprises s'installent avec des avantages fiscaux, le coût de production se réduit pour elles, défavorisant ainsi les anciennes. Cette distorsion amène les anciennes entreprises à solliciter également des exonérations. La réalité est qu'il existe un problème de rationalité des entreprises qui sont surprises très souvent par le délai du bénéfice des exonérations, pourtant connu. En effet, les entrepreneurs ont tendance à considérer les exonérations comme un surplus de profit pour leurs affaires. Ainsi, la paie des taxes est vue comme une nouvelle charge par manque de rationalité qui donne l'impression que l'entreprise subit de nouvelles taxes. La charge fiscale qui devait être payée par le consommateur final, donc juste collectée par l'entreprise au profit de l'Etat, est très souvent vue par l'entrepreneur comme une dépense qui vient plutôt diminuer son profit. Compte tenu des implications économiques des résultats, il apparaît opportun de proposer des mesures concrètes pour renforcer l'efficacité des politiques fiscales sectorielles.

**D'abord**, les décideurs politiques doivent fiscaliser toute entreprise dont le local n'est pas délocalisé quand bien même elle change de dénomination. C'est ainsi que les régies financières pourront saisir les entreprises qui veulent jouer à la ruse afin de contourner le système fiscal. Une délocalisation coutera nécessairement plus chère que la contribution fiscale qui amènera donc l'entreprise à faire face à sa charge au lieu de bien vouloir la contourner par le dépôt d'un bilan.

**Ensuite**, les revenus salariaux étant assez imposés dans les pays en développement, vu que les salariés formels ne peuvent pas échapper à l'Etat. Le prélèvement est généralement fait à la source et ceci a pour effet de réduire le pouvoir d'achat de ceux-ci. Il serait plus judicieux que les pays en développement songent à la transformation industrielle des produits agricoles. En effet, au lieu de continuer à accorder des exonérations dans le but d'attirer les investisseurs étrangers, il faut plutôt construire des entreprises publiques capables de transformer localement. Ceci aura pour effet un entrainement des autres investisseurs qui de par l'effet de cliqué chercheront à s'installer non loin des industries Etatiques afin de réduire le coût du transport des matières premières locales. Les salariés qui auront donc un pouvoir d'achat plus élevé constitueront les premiers clients sur le marché local. Le secteur industriel pourra ainsi contribuer davantage à la pression fiscale avec une augmentation dudit secteur. Au lieu de compter sur un seul secteur (Service), ces Etats pourront désormais imposer au moins deux secteurs pour ainsi améliorer la qualité de la pression fiscale.

**Enfin**, les Etats pourraient également encadrer les PME qui fuient le système fiscal parce qu'elles pensent que la taxe est faite pour les englober. La plupart ne savent pas comment

calculer le coût de fabrication d'un produit, mais s'alignent plutôt sur les prix du marché. Après leur encadrement, un suivi pourrait permettre de les intégrer au fur et à mesure que les PME stabilisent leurs comptabilités. Ainsi la base imposable s'élargit pour augmenter la pression fiscale.

### Références

Afolayan, S. M., & Okoli, M. N. (2015). The impact of value added tax on Nigerian economic growth (1994-2012): An Investigation. *European Journal of Business and Management*, 7(9), 226–235.

Agbonrofo, H. E., & Olusegun, A. (2023). Manufacturing sector development in Sub-Saharan Africa: Does monetary policy matter? *International Journal of Management, Economics and Social Sciences (IJMESS)*, 12(2), 133–161.

Aghion, P., & Kharroubi, E. (2007). Cyclical macro policy and industry growth: the effect of countercyclical fiscal policy. *WP Harvard University*, 1–29.

Ahamed, F. (2022). *Impact of public and private investments on economic growth of developing countries*. Northern Illinois University.

Ajmair, M., Khan, A. G., & Bashir, U. (2022). Fiscal Policy and Sectoral Growth in Pakistan. *Pakistan Journal of Social Research*, 04(02), 208–221. <https://doi.org/10.52567/pjsr.v4i2.469>

Best, M., Shah, J., & Waseem, M. (2021). The Deterrence Value of Tax Audit: Estimates from a Randomised Audit Program. *Norway: Nhh Norwegian School of Economics*.

Bird, R. M., & Zolt, E. M. (2008). Tax policy in emerging countries. *Environment and Planning C: Government and Policy*, 26(1), 73–86.

Brockmeyer, A., Mascagni, G., Nair, V., Waseem, M., & Almunia, M. (2024). Does the value-added tax add value? Lessons using administrative data from a diverse set of countries. *Journal of Economic Perspectives*, 38(1), 107–132.

Chenery, H. B., & Syrquin, M. (1975). Patterns of development, 1950-1970. (*No Title*).

Diagne, M. F. I. A., Jensen, L., Coppola, A., Coulibaly, A., Coulibaly, K. S., Kotchoni, R., Mijiyawa, A. G., Morisset, J., Toure, B., & Yogo, U. T. (2019). *Étude sur la Fiscalité en Afrique de l'Ouest: Rapport de Synthèse*.

Diouf, A. (2020). Exonérations de TVA sur les intrants et productivité agricole. *Une*, 2(1).

Djadé, K. (2011). *L'économie informelle en Afrique subsaharienne*.

Epaphra, M., & Kaaya, L. E. (2020). Tax Revenue Effect of Sectoral Growth and Public Expenditure in Tanzania. *Journal of Quantitative Finance and Economics*. 2020, 2, 2.

Garidzirai, R., & Muzindutsi, P.-F. (2020). A PANEL ARDL ANALYSIS OF THE

PRODUCTIVITY OF KEY ECONOMIC SECTORS CONTRIBUTING TO LOCAL ECONOMIC GROWTH IN AN EMERGING COUNTRY. *Studia Universitatis Babeş-Bolyai, Oeconomica*, 65(1).

Ghura, D. (1998). Tax Revenue in Sub-Saharan Africa: Effects of Economic Policies and Corruption. In *IMF Working Papers* (Vol. 98, Issue 135, p. 1). <https://doi.org/10.5089/9781451855685.001>

Gujarati, D. N., & Porter, D. C. (2009). *Basic econometrics* (Fifth Edit). McGraw-hill.

Gupta, S., Jalles, J. T., & Liu, J. (2022). Tax Buoyancy in Sub-Saharan Africa and its Determinants. *International Tax and Public Finance*, 29(4), 890–921. <https://doi.org/10.1007/s10797-021-09694-x>

Kumbhakar, S. C., Lien, G., & Hardaker, J. B. (2014). Technical efficiency in competing panel data models: a study of Norwegian grain farming. *Journal of Productivity Analysis*, 41, 321–337.

Kuznets, S. (1973). Modern economic growth: findings and reflections. *The American Economic Review*, 63(3), 247–258.

Leothold, T. H. (1991). Tax shares in developing countries: A panel data study. *Journal of Development Economics*, 35(1), 173–185.

Lewis, W. A. (1954). *Economic development with unlimited supplies of labour*.

Lotz, J. R., & Morss, E. R. (1967). Measuring " Tax Effort" in Developing Countries (Evaluation de l'effort fiscal dans les pays en voie de développement)(Medición del " esfuerzo tributario" de los países en desarrollo). *Staff Papers-International Monetary Fund*, 478–499.

Mapunda, M., Kira, A. R., & Ngomuo, S. (2023). Does service sector growth influence tax revenue in Tanzania? *Cogent Business and Management*, 10(3). <https://doi.org/10.1080/23311975.2023.2259615>

Morrissey, O., Von Haldenwang, C., Von Schiller, A., Ivanyna, M., & Bordon, I. (2016). Tax revenue performance and vulnerability in developing countries. *The Journal of Development Studies*, 52(12), 1689–1703.

Ndoye, M. L. (2024). Liberalisation commerciale et mobilisation des recettes fiscales dans les pays de la CEDEAO. *La Revue Internationale Des Économistes de Langue Française*, 9(2).

Ogneru, V. (2019). Analysis of the relationship between tax revenue and gross value added in the Romanian economy. *Financial Studies*, 23(2 (84)), 37–55.

Omodero, C. O., Jones, E., & Ekundayo, O. (2023). Value added tax and household consumption in Sub-Saharan Africa: Evidence from Nigeria and South Africa. *International*

*Journal of Applied Economics, Finance and Accounting*, 17(2), 305–316.

OUATTARA, W., KEHO, Y., & AHOURE, A. A. (2012). *La Mobilisation des Ressources Internes: Le cas de la Côte d'Ivoire*.

Pinon, P. (1981). Eléments de comparaison des régimes fiscaux agricoles dans la CEE. *Économie Rurale*, 145, 48–54.

SALIGA, F., & ALINSATO, A. S. (2022). Investissement direct étranger et ouverture commerciale: un examen du rôle de la gouvernance. *Revue d'Analyse Des Politiques Économiques et Financières*, 5, 7.

Sen Gupta, A. (2007). *Determinants of tax revenue efforts in developing countries*.

Stotsky, M. J. G., & WoldeMariam, M. A. (1997). *Tax effort in sub-Saharan Africa*. International Monetary Fund.

Tanzi, V., & Zee, H. H. (2000). Tax policy for emerging markets: developing countries. *National Tax Journal*, 53(2), 299–322.

TRINNOU, G. M. (2021). Analyse des facteurs explicatifs de l'effort fiscal et du potentiel fiscal dans les pays de l'UEMOA. *Document d'Etude et de Recherche*, 1–34.

Wagner, A. (1883). Three Extracts on Public Finance. *Classics in the Theory of Public Finance*, I, 1–15. [https://doi.org/10.1007/978-1-349-23426-4\\_1](https://doi.org/10.1007/978-1-349-23426-4_1)

YAO, J.-P. A. (2023). Evaluation du potentiel et de l'effort fiscal en Afrique subsaharienne: cas des pays de l'UEMOA. *Repères et Perspectives Économiques*, 7(1).

Yoke, L. M., & Chan, S.-G. (2018). The impact of value added tax on manufacturing performance in ASEAN. *International Journal of Business, Economics and Law*, 17(1), 7–15.